Règlement sur la passation des marchés publics en matière de construction

L 6 05.01

Tableau historique

du 19 novembre 1997

(Entrée en vigueur : 9 décembre 1997)

Le CONSEIL D'ETAT de la République et canton de Genève,
vu l'accord GATT/OMC sur les marchés publics, du 15 avril 1994;
vu l'accord intercantonal sur les marchés publics, du 25 novembre 1994;
vu la loi autorisant le Conseil d'Etat à adhérer à l'accord intercantonal sur les marchés publics, du 12 juin 1997,
arrête :

Titre I Champ d'application

Art. 1 Types de marchés

Le présent règlement s'applique à la passation des marchés publics de construction (annexe 1), des marchés de services et de fournitures qui s'y rapportent, ainsi que des marchés d'entretien, de réparation et d'inspection des constructions.

Art. 2 Exceptions

Le présent règlement n'est pas applicable dans les cas énoncés à l'article 10 de l'accord intercantonal sur les marchés publics (ci après : l'accord intercantonal).

Art. 3 Autorités adjudicatrices

¹ Un marché public est celui qui est adjudgé par une des autorités mentionnées à l'annexe 2 ou dont le coût total est subventionné à plus de 50% par l'une d'entre elles ou par la Confédération.

² Lorsque les caisses de pensions publiques exercent une activité commerciale ou industrielle en concurrence directe avec des entités privées, elles ne sont pas assujetties. ⁽²⁾

³ Pour la passation des marchés dont la valeur présumée est inférieure aux seuils de l'article 7 de l'accord intercantonal, les fondations et les établissements de droit public, ainsi que les communes, peuvent élaborer leur propre réglementation. A défaut de réglementation spécifique, le présent règlement s'applique.⁽²⁾

Art. 4 Seuils

¹ Les articles 44 à 47 du présent règlement s'appliquent à la passation des marchés dont la valeur présumée dépasse les seuils de l'article 7 de l'accord intercantonal.

² Les articles 48 à 50 s'appliquent à la passation des marchés dont la valeur présumée est inférieure aux seuils de l'article 7 de l'accord intercantonal.

³ Le Conseil d'Etat entérine les variations de seuils décidées par l'autorité intercantonale en application de l'article 4, alinéa 2, lettre c de l'accord intercantonal. Les valeurs-seuils font l'objet de l'annexe 3 du présent règlement.

⁴ La valeur des marchés est estimée hors taxe.

⁵ Dans le cas des marchés de construction, les prestations de services qui s'y rapportent sont également incluses.

Art. 5 Méthodes de calcul particulières pour les marchés de fournitures et de services

¹ Si plusieurs marchés de fournitures ou de prestations de services identiques sont passés ou si un marché de fournitures ou de prestations de services est subdivisé en plusieurs marchés séparés de nature identique (lots), la valeur du marché est calculée :

a) soit selon la valeur totale effective des marchés répétitifs passés au cours des douze derniers mois;

b) soit selon la valeur estimée des marchés répétitifs au cours de l'exercice ou dans les douze mois qui suivent le premier marché.

² Si un marché contient des options sur des marchés ultérieurs, la valeur globale est déterminante.

³ Pour les marchés de fournitures et de prestations de services sous la forme de leasing, location ou location-vente, de même que pour les marchés qui ne prévoient pas expressément un prix global, la valeur du marché est calculée comme suit :

a) pour les contrats de durée déterminée la valeur globale estimée pour la durée du contrat, dans la mesure où celle-ci s'élève jusqu'à douze mois, ou la valeur globale y compris la valeur résiduelle estimée lorsque la durée s'élève à plus de douze mois;

b) dans le cas de contrats de durée indéterminée, le taux mensuel multiplié par 48.

Art. 6 Clause de minimis pour les marchés de construction

Les articles 48 à 50 s'appliquent à l'adjudication des lots qui ne dépassent pas séparément la valeur de 2 millions de francs et, calculés ensemble, ne dépassent pas 20% de la valeur totale de l'ouvrage.

Titre II Dispositions applicables à tous les marchés publics

Chapitre I Principes généraux

Art. 7 Egalité de traitement et non-discrimination

¹ Le principe de l'égalité de traitement doit être garanti à tous les soumissionnaires et dans toutes les phases de la procédure.

² Toute discrimination des prestataires, en particulier par la fixation de spécifications techniques inéquitables et l'imposition abusive de produits à utiliser, doit être évitée.

Art. 8 Concurrence efficace

Les biens, de même que les prestations de construction et de services, doivent fondamentalement être obtenus dans une libre concurrence. L'autorité adjudicatrice veille, par des mesures adéquates notamment celles prévues aux articles 35 à 38 et 43, à ce que des négociations et des discussions entre les prestataires ne faussent pas une concurrence efficace.

Art. 9 Renonciation à des ronds de négociation

L'adjudication est toujours faite au prix de la soumission, sous réserve d'un redressement des erreurs de calcul qui peuvent apparaître lors de la vérification.

Art. 10 Incompatibilité

¹ Les membres de l'autorité adjudicatrice qui participent à la préparation et à l'élaboration des documents d'adjudication ou aux procédures de passation des marchés publics ne peuvent présenter d'offre.

² Les autres cas d'incompatibilité prévus par les autorités adjudicatrices sont réservés.

Art. 11 Respect des conditions de travail locales

Lors de la passation de marchés réalisés dans le canton, seules doivent être prises en considération les offres des soumissionnaires qui respectent les dispositions de protection du travail, de même que les conditions des conventions collectives de travail, les contrats-types de travail, ou, en leur absence, les prescriptions usuelles dans la branche, applicables au lieu où est réalisée la prestation.

Art. 12 Egalité de traitement hommes et femmes

Les soumissionnaires doivent respecter l'égalité de traitement entre hommes et femmes, en particulier le principe de l'égalité de salaire.

Art. 13 Confidentialité et droit d'auteur

¹ Les informations mises à disposition par les soumissionnaires, en particulier les secrets d'affaires et de fabrication, sont traitées de façon confidentielle.

² L'autorité adjudicatrice ne peut faire usage ou transmettre à des tiers les offres non prises en considération que sur la base d'un accord particulier.

³ Les soumissionnaires conservent leur droit d'auteur sur tous les documents, pièces ou supports qu'ils transmettent à l'autorité adjudicatrice.

⁴ Les documents élaborés par l'adjudicataire deviennent propriété de l'autorité adjudicatrice, qui peut les utiliser pour le marché considéré.

Chapitre II Modes de soumission

Art. 14 Types de procédure

¹ L'autorité adjudicatrice peut choisir la procédure ouverte ou la procédure sélective. Dans des cas particuliers, elle peut passer le marché de gré à gré, conformément à l'article 17.

² L'autorité adjudicatrice peut également recourir à la procédure de concours, conformément à l'article 18.

Art. 15 Procédure ouverte

L'autorité adjudicatrice lance un appel d'offres public selon les articles 19 et suivants. Les prestataires admis à soumissionner selon le présent règlement peuvent présenter une offre.

Art. 16 Procédure sélective

- ¹ L'autorité adjudicatrice lance un appel d'offres public selon les articles 19 et suivants.
- ² Après avoir reçu les demandes de participation, l'autorité adjudicatrice invite à soumissionner les participants qui répondent aux critères de l'appel d'offre et :
 - a) sont inscrits sur une liste permanente au sens de l'article 27, ou
 - b) lorsqu'aucune liste n'est tenue, répondent aux conditions pour être admis à soumissionner au sens des articles 25 à 29.
- ³ Les soumissionnaires qui ne sont pas inscrits sur une liste permanente peuvent adresser une demande de participation, sous réserve qu'une procédure de qualification, selon l'article 27, puisse être réalisée à temps.
- ⁴ Le nombre des soumissionnaires invités à adresser une offre peut être limité. Dans ce cas, les critères de choix, tels que qualifications particulières, organisation, expérience, garantie et entretien, doivent être indiqués dans l'appel d'offres. Une concurrence réelle doit cependant être garantie.

Art. 17 Procédure de gré à gré

- ¹ Lorsque la valeur présumée d'un marché ne dépasse pas :
 - 300 000 F pour les marchés de construction (gros oeuvre et génie civil),
 - 100 000 F pour les autres marchés,celui-ci peut être adjugé de gré à gré.
- ² Au dessus de ces seuils, un marché ne peut être passé de gré-à-gré que dans les cas suivants :
 - a) aucune offre n'est présentée dans le cadre d'un appel d'offres ou aucun soumissionnaire ne remplit les critères de qualification;
 - b) les offres ont été concertées ou ne satisfont pas aux exigences essentielles de l'appel d'offres;
 - c) un seul soumissionnaire entre en considération en raison des particularités techniques ou artistiques du marché ou pour des motifs relevant du droit de la propriété intellectuelle;
 - d) en raison d'événements imprévisibles, l'urgence du marché est telle qu'il est impossible de suivre une autre procédure;
 - e) des événements imprévisibles font que des prestations supplémentaires sont nécessaires pour exécuter ou compléter un marché de construction adjugé sous le régime de la libre concurrence, le fait de séparer ces prestations du marché initial causerait des difficultés importantes à l'autorité adjudicatrice pour des raisons techniques ou économiques. La valeur des prestations supplémentaires ne doit pas dépasser la moitié de la valeur du marché initial;
 - f) les prestations destinées à remplacer, à compléter ou à accroître des prestations déjà fournies doivent être acquises auprès du soumissionnaire initial étant donné que l'interchangeabilité avec du matériel ou des services existants ne peut être garantie que de cette façon;
 - g) l'autorité adjudicatrice achète des biens nouveaux (prototypes) ou des services d'un nouveau genre qui ont été produits ou mis au point à sa demande dans le cadre d'un marché de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement original;
 - h) l'autorité adjudicatrice adjuge un nouveau marché de construction lié à un marché de base similaire. Elle mentionne dans l'appel d'offres relatif au projet de base qu'il est possible de recourir à la procédure de gré à gré pour de tels marchés;
 - i) l'autorité adjudicatrice achète des biens sur un marché de produits de base;
 - j) l'autorité adjudicatrice peut acheter des biens à un prix nettement inférieur aux prix usuels à la faveur d'une offre publique avantageuse limitée dans le temps (notamment dans le cas de liquidations).
- ³ Pour les marchés soumis à l'accord intercantonal, l'autorité adjudicatrice dresse un procès-verbal de chaque marché adjugé de gré à gré. Le procès-verbal doit mentionner le nom de l'adjudicataire, son origine, la valeur et la nature de l'objet du marché, et motiver son choix en se référant à une disposition de l'alinéa 2.

Art. 18 Concours

- ¹ Des concours peuvent être organisés dans le dessein d'obtenir des propositions de solutions :
 - a) pour des tâches décrites et délimitées de manière générale (concours d'idées);
 - b) pour des tâches clairement définies et l'identification de partenaires qualifiés qui concrétiseront en partie ou totalement ces propositions de solutions (concours de projets).
- ² La procédure de mise en concours est régie par des directives élaborées en collaboration avec les associations professionnelles concernées. L'organisateur du concours peut également se référer aux règles appliquées par les organisations professionnelles en la matière, si ces règles ne sont pas contraires aux dispositions du présent règlement.
- ³ En règle générale, l'organisateur indemnise les participants au concours, dont les projets respectent les dispositions du programme. Les modalités de cette indemnisation sont fixées dans le règlement du concours.
- ⁴ Le lauréat d'un concours d'idées n'a aucun droit de se voir adjuger un marché d'étude supplémentaire. En revanche, l'auteur d'un projet que l'autorité publique décide de réaliser a le droit de se voir adjuger le marché d'étude supplémentaire ou d'exécution.

Chapitre III Appel d'offres

Art. 19 Publication

L'appel d'offres est publié dans la Feuille d'avis officielle sous la forme d'un avis de soumission publique.

Art. 20 Indications

- ¹ L'avis de soumission publique rappelle les conditions générales auxquelles les prestataires peuvent être admis à soumissionner.
- ² Il indique en outre :
 - a) le nom et l'adresse de l'autorité adjudicatrice;
 - b) l'objet et le type du marché;
 - c) l'importance du marché;
 - d) la date et le délai probables d'exécution du marché;
 - e) le type de procédure;
 - f) les critères d'aptitude particuliers;
 - g) les critères d'adjudication particuliers;
 - h) le service auprès duquel il convient de s'inscrire;
 - i) le montant de l'émolument d'inscription;
 - j) la date limite de l'inscription;
 - k) le cas échéant, si le marché est soumis à l'accord intercantonal sur les marchés publics ou à d'autres accords intercantonaux.

Art. 21 Documents d'appel d'offres

- ¹ Les documents mis gratuitement à disposition des soumissionnaires doivent contenir tous les renseignements nécessaires au calcul de l'offre, notamment :
 - a) l'objet et l'importance du marché avec un descriptif détaillé des prestations et des spécifications techniques;
 - b) la durée de validité de l'offre. A défaut d'indication les soumissionnaires sont liés par leur offre pendant un délai de 30 jours à compter de l'ouverture de l'offre;
 - c) les conditions particulières relatives aux variantes, aux offres partielles et à la formation de lots;
 - d) le service où les renseignements supplémentaires peuvent être demandés;
 - e) le lieu et la date de la remise de l'offre;
 - f) la langue de l'offre;
 - g) le lieu et la date de l'ouverture des offres;
 - h) les clauses contractuelles qui feront foi en cas d'adjudication. Les contrats d'entreprise seront soumis aux conditions générales adoptées par l'autorité adjudicatrice.
- ² Le cahier de soumission est remis en double exemplaire

Art. 22 Spécifications techniques

- ¹ Les spécifications techniques prescrites dans le document d'appel d'offres seront s'il y a lieu :
 - a) définies en fonction des propriétés d'emploi du produit plutôt que de sa conception ou de ses caractéristiques descriptives;
 - b) fondées sur des normes internationales et à défaut, sur des normes suisses.
- ² Il ne devra pas être mentionné de marques de fabrique ou de commerce, de brevets, de modèles ou de types particuliers, ni d'origine ou de producteurs de produits ou de services déterminés, sauf si :
 - aucun autre moyen de description suffisamment précis ou intelligible n'existe, et
 - les termes tels que « ou équivalent » figurent dans la documentation relative à l'appel d'offre.
- ³ Si un soumissionnaire s'écarte de ces normes, il doit démontrer l'équivalence des spécifications techniques.

Art. 23 Renseignements

- ¹ Les autorités adjudicatrices répondent dans les plus brefs délais aux questions ayant trait aux documents concernant l'appel d'offre.
- ² Les renseignements importants transmis à un soumissionnaire doivent simultanément être communiqués aux autres.

Art. 24 Délais

- ¹ Tout délai est uniforme et défini de manière à ce que personne ne soit discriminé. Lors de la fixation des délais, on tient notamment compte de la complexité du marché, de l'importance des marchés de sous-traitance ainsi que du temps nécessaire pour transmettre les demandes ou les offres.
- ² Dans le cadre d'une procédure sélective, un délai d'au moins 25 jours est octroyé au prestataire pour déposer sa demande de participation.
- ³ Les délais de remise des offres ne peuvent être inférieurs à 40 jours depuis l'invitation à retirer les documents de soumission.
- ⁴ Les délais des alinéas 2 et 3 peuvent être réduits pour de justes motifs, notamment lorsque le marché n'est pas soumis à l'accord intercantonal, mais en aucun cas à moins de 10 jours.

Chapitre IV Conditions pour être admis à soumissionner

Art. 25⁽¹⁾ Principes

Le prestataire doit apporter la preuve qu'il remplit les conditions pour être admis à soumissionner en ce qui concerne :

- a) son aptitude à réaliser le travail;
- b) le respect de la législation sociale en vigueur à son lieu d'origine;
- c) à l'égard du personnel travaillant sur territoire genevois, le respect des conditions de travail en vigueur à Genève.

Art. 26 Critères d'aptitude

¹ Pour être admis à soumissionner, le prestataire doit répondre aux critères d'aptitude suivants :

- a) le prestataire doit justifier que, pendant trois ans au moins, il a exercé en qualité d'entreprise inscrite, à son siège social, au Registre du commerce ou dans un registre professionnel, une activité en rapport, quant à sa nature et à son importance, avec celle dont relève la soumission; il peut être dérogé à cette disposition lorsque les conditions d'une saine concurrence ne sont pas réunies;
- b) le prestataire doit justifier qu'il répond aux critères d'aptitude minimum établis par l'autorité adjudicatrice. Les critères d'aptitude concernent en particulier les capacités financières, économiques, techniques et organisationnelles.

² Le prestataire inscrit sur une liste permanente au sens de l'article 27 est réputé offrir des critères d'aptitude suffisants.

Art. 27 Listes permanentes de prestataires qualifiés

¹ Le Conseil d'Etat établit et tient à jour, en collaboration avec les autorités adjudicatrices et les associations professionnelles concernées, les listes permanentes des prestataires qualifiés pour être admis à soumissionner.

² Le prestataire dont le siège n'est pas à Genève et qui prouve être inscrit sur une liste prévoyant des critères d'aptitude équivalents, tenue par un canton partie à l'accord intercantonal, est agréé.

³ Un prestataire qui s'estime qualifié et qui désire être inscrit sur une liste dépose sa demande au service compétent, qui statue dans les 30 jours.

⁴ Le Conseil d'Etat publie, chaque année au minimum, un avis dans la Feuille d'avis officielle comportant l'énumération des listes tenues et les conditions d'admission.

⁵ En cas de justes motifs et notamment dans les cas énoncés à l'article 35, le prestataire inscrit peut être radié pour une durée déterminée ou indéterminée. Cette radiation est publiée dans la Feuille d'avis officielle.

Art. 28 Respect des conditions de travail

¹ Ne sont prises en considération que les offres accompagnées des attestations : ⁽¹⁾

1° indiquant l'effectif de la main-d'oeuvre;

2° justifiant que la couverture du personnel en matière d'assurances sociales est assurée conformément à la législation en vigueur au siège du soumissionnaire et qu'il est à jour avec le paiement de ses cotisations;

3° certifiant, pour le personnel travaillant sur territoire genevois :

- a) soit que le prestataire est lié par la convention collective de travail de sa branche, applicable à Genève,
- b) soit qu'il a signé, auprès de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (ci-après : l'office cantonal), un engagement de respecter les usages de sa profession en vigueur à Genève, notamment en ce qui concerne la couverture du personnel en matière de retraite, de perte de gain en cas de maladie, d'assurance accident et d'allocations familiales;

4° de l'autorité fiscale compétente justifiant que le prestataire s'est acquitté de ses obligations en matière d'impôts à la source retenus sur les salaires de son personnel étranger.

² Pour obtenir l'attestation prévue à l'alinéa 1, chiffre 3, lettre b, il doit :

a) prendre connaissance auprès de l'office cantonal des usages locaux de sa profession;

b) signer à l'office cantonal un engagement officiel de respecter ces usages, à l'égard de son personnel travaillant sur territoire genevois;

c) remettre à l'office cantonal lors de la signature dudit engagement les attestations de l'alinéa 1, chiffres 1 et 2.

³ Pour être valables, les attestations visées à l'alinéa 1 ne doivent pas être antérieures de plus de 15 jours calendriers à la date fixée pour le dépôt de l'offre. Si le prestataire prouve que l'attestation prévue à l'alinéa 1, chiffre 2 ou 4, n'existe pas à son siège, des moyens de preuve équivalents peuvent être acceptés.⁽¹⁾

⁴ L'office cantonal contrôle ou délègue le contrôle du respect des usages.

⁵ L'office cantonal perçoit un émoluments de 20 F par attestation délivrée.

Art. 29 Réciprocité

Ne sont admis à soumissionner que les prestataires domiciliés dans un canton ou un pays accordant la pleine réciprocité aux prestataires genevois exerçant la même activité.

Chapitre V Offres

Art. 30 Consortium

¹ Plusieurs soumissionnaires peuvent adresser une offre commune, à moins que l'autorité adjudicatrice ne l'ait exclu dans les conditions de soumission.

² Chaque associé d'un consortium doit satisfaire à l'ensemble des dispositions du présent règlement.

Art. 31 Sous-traitance

¹ Les soumissionnaires doivent indiquer, lors du dépôt de leur soumission, le type et la part des prestations qui seront sous-traitées, ainsi que le nom et le domicile ou le siège de leurs sous-traitants. Ils doivent également indiquer le nom et le domicile ou le siège des fournisseurs importants.

² L'autorité adjudicatrice peut exiger au surplus des soumissionnaires qu'ils fournissent, pièces justificatives à l'appui, toutes indications utiles quant aux conditions auxquelles ils envisagent de faire appel à des sous-traitants ou fournisseurs.

³ Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les preuves attestant que les sous-traitants et fournisseurs auxquels il entend faire appel remplissent les conditions pour être admis à soumissionner conformément aux articles 25 à 29, notamment les attestations de l'article 28. Dans la mesure où la part revenant à un sous-traitant ou à un fournisseur est inférieure aux 30% du montant de la soumission, les preuves susmentionnées peuvent n'être exigées qu'une fois connue la décision d'adjudication.

⁴ Un soumissionnaire peut être exclu s'il subsiste à l'encontre de l'un de ses sous-traitants ou fournisseurs importants un motif d'exclusion au sens de l'article 35. Il en va de même de la révocation de l'adjudication au sens de l'article 43.

Art. 32 Emolument

Dans le cadre d'une procédure ouverte ou sélective, seules seront prises en considération les inscriptions pour lesquelles l'émolument fixé dans l'appel d'offre aura été versé dans le délai d'inscription.

Art. 33 Remise des offres

¹ Les offres doivent être rendues selon la forme voulue par l'autorité adjudicatrice et parvenir sous pli fermé à l'adresse et pour la date et l'heure indiquées dans l'avis de soumission.

² Elles doivent contenir les attestations mentionnées à l'article 28. L'offre et les attestations sont présentées sous plis séparés pour permettre la vérification des attestations avant l'ouverture des offres.⁽¹⁾

³ Au cas où les soumissionnaires formulent des réserves sur certains points ou proposent des variantes, ils doivent les présenter séparément, mais en même temps que la soumission et dans l'ordre des divers articles de la soumission originale.

⁴ Sauf exception prévue dans l'appel d'offre, les soumissionnaires n'ont droit à aucune indemnité pour l'élaboration de leur offre. Demeurent réservées les dispositions applicables aux concours.

Art. 34 Ouverture des offres

¹ Dans le cadre d'une procédure ouverte ou sélective, seules les offres parvenues dans les délais sont ouvertes, ceci au moment défini dans les documents d'appel d'offres et au lieu indiqué. Les intéressés ont la possibilité d'assister à l'ouverture.

² Un procès-verbal est établi à l'ouverture des offres. Il contient notamment le nom des personnes présentes, le nom des soumissionnaires, les dates de réception et les prix globaux des offres. Les offres qui ne sont pas accompagnées des attestations de l'article 33, alinéa 2 seront écartées, sans mention de prix.

³ Les intéressés ont le droit, sur demande, de consulter ce procès-verbal.

Art. 35 Offres écartées

L'offre d'un soumissionnaire doit en principe être écartée lorsque :

- a) il ne répond pas ou plus aux conditions pour être admis à soumissionner;
- b) il a fourni de faux renseignements;
- c) il n'est pas à jour avec le paiement de ses impôts ou ses cotisations sociales, légales et conventionnelles;
- d) il ne respecte pas les prescriptions concernant la santé et la sécurité au travail et les mesures de protection de l'environnement;
- e) il ne remplit pas les garanties de bienfaisance, de solvabilité et de correction en affaires.

Art. 36 Examen des offres

¹ Les offres sont examinées du point de vue technique et comptable selon des critères uniformes.

² Les erreurs évidentes, telles que les erreurs de calcul et d'écriture, sont corrigées. Lorsqu'un soumissionnaire omet un poste, c'est le plus haut prix fixé par les concurrents qui est appliqué.

³ Un tableau comparatif objectif des offres est ensuite établi. Les intéressés ont le droit, sur demande, de consulter ce tableau.

Art. 37 Explications

L'autorité adjudicatrice peut demander aux soumissionnaires des explications relatives à leur aptitude et à leur offre. Cette procédure doit être écrite.

Art. 38 Offres anormalement basses

Si l'autorité adjudicatrice reçoit une offre paraissant anormalement basse, elle doit demander par écrit des renseignements au soumissionnaire pour s'assurer que celui-ci satisfait aux critères d'adjudication. Le soumissionnaire doit justifier ses prix par des circonstances spéciales indépendantes des salaires payés ou des conditions de travail imposées aux travailleurs. Est réservée l'intervention des associations professionnelles, au sens de l'article 53, alinéa 2.

Chapitre VI Adjudications

Art. 39 Critères d'adjudication

¹ Le marché est adjugé au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse. Dans l'évaluation, le rapport prestation/prix doit être observé. Dans ce cadre, en dehors du prix, les avantages directs et indirects pour l'autorité adjudicatrice peuvent être pris en considération, comme la qualité, les délais, les coûts d'exploitation, le service après vente, la protection de l'environnement, la santé et la sécurité au travail, la formation et le perfectionnement professionnels, la valeur technique, l'esthétique, l'assurance qualité, la créativité et l'infrastructure.

² L'adjudication de biens largement standardisés peut intervenir selon le critère du prix le plus bas.

³ Lorsque la durée et l'importance du marché le justifient, l'autorité adjudicatrice peut subordonner l'adjudication à la condition que le prestataire et ses éventuels sous-traitants, établis en dehors du canton, y constituent un établissement stable.

Art. 40 Partage du marché

L'autorité adjudicatrice peut adjuger l'ensemble du marché en un seul ou plusieurs lots. Si cette dernière possibilité n'a pas été prévue dans l'appel d'offres, le soumissionnaire peut refuser l'adjudication.

Art. 41 Adjudication par voie de décision

L'autorité adjudicatrice rend une décision d'adjudication sommairement motivée, notifiée soit par publication conformément à l'article 46, soit par communication directe aux soumissionnaires, avec mention des voies de recours. A défaut de recours, cette décision devient définitive dix jours après sa notification.

Art. 42 Révocation de l'adjudication

L'adjudication peut être révoquée sans indemnisation aux conditions de l'article 35.

Chapitre VII Interruption, répétition et renouvellement de la procédure

Art. 43 Motifs

¹ L'autorité adjudicatrice peut interrompre la procédure pour justes motifs ou raisons importantes.

² La procédure peut être répétée ou renouvelée notamment lorsque :

- a) aucune offre satisfaisant les exigences techniques et les critères définis dans les documents d'appel d'offres n'a été adressée;
- b) en raison de modifications des conditions cadres ou marginales, des offres plus avantageuses sont attendues du fait de la disparition des distorsions de concurrence;
- c) une modification importante du projet a été nécessaire.

³ L'interruption, la répétition ou le renouvellement de la procédure sont immédiatement communiqués par écrit ou par publication aux soumissionnaires.

Titre III Dispositions applicables aux marchés soumis à l'accord intercantonal

Art. 44 Prestataires admis à soumissionner

Sont admis à soumissionner les prestataires qui remplissent les conditions des articles 25 à 29 et qui ont leur domicile ou leur siège :

- a) sur le territoire suisse;
- b) dans un Etat signataire de l'Accord GATT sur les marchés publics, sous réserve de réciprocité;
- c) dans un autre Etat pour autant que des accords contractuels ad hoc aient été conclus.

Art. 45 Voies de recours

Le Tribunal administratif connaît des recours contre les décisions d'adjudication et les décisions concernant l'inscription d'un soumissionnaire sur une liste de prestataires qualifiés ou la radiation de son inscription, interjetés dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision.

Art. 46 Publication de l'adjudication du marché

Chaque autorité adjudicatrice publie au plus tard dans les 72 jours après l'adjudication du marché, un communiqué qui paraît dans la Feuille d'avis officielle. Cette publication contient les indications suivantes :

- a) type de procédure utilisée;
- b) objet et importance du marché;
- c) nom et adresse de l'autorité adjudicatrice;
- d) date de l'adjudication;
- e) nom et adresse de l'adjudicataire;
- f) valeur de l'offre retenue ou valeur de l'offre la plus élevée et la plus basse dont il a été tenu compte dans la procédure d'adjudication.

Art. 47 Dommages-intérêts

Les actions en dommages-intérêts dirigées contre l'autorité adjudicatrice sont régies par l'article 3, alinéa 3 de la loi autorisant le Conseil d'Etat à adhérer à l'accord intercantonal sur les marchés publics, du 12 juin 1997.

Titre IV Dispositions applicables aux marchés non soumis à l'accord intercantonal

Art. 48 Prestataires admis à soumissionner

¹ Sont admis à soumissionner les prestataires qui remplissent les conditions des articles 25 à 29 et qui ont leur domicile ou leur siège en Suisse.

² L'autorité adjudicatrice peut également admettre à soumissionner les prestataires qui remplissent les conditions des articles 25 à 29 et qui ont leur domicile ou leur siège :

- a) dans un Etat signataire de l'accord GATT sur les marchés publics, sous réserve de réciprocité;
- b) dans un autre Etat pour autant que les accords contractuels ad hoc aient été conclus. ⁽¹⁾

Art. 49 Procédure d'invitation

¹ L'autorité adjudicatrice a le choix, pour tous les marchés dont la valeur présumée est inférieure aux seuils de l'article 7 de l'accord intercantonal, soit de recourir à la procédure sur invitation, soit d'appliquer la procédure ouverte ou sélective. Si les conditions en sont réunies, elle peut adjuger de gré à gré.

² Dans le cadre d'une procédure d'invitation, l'autorité adjudicatrice désigne quels prestataires elle souhaite inviter directement sans appel d'offres public. Dans la mesure du possible, on demande au minimum trois offres.

Art. 50 Décisions

Les décisions rendues dans le cadre de l'adjudication d'un marché non soumis à l'accord intercantonal ne sont pas sujettes à recours.

Titre V Dispositions finales

Art. 51 Exécution

¹ Le département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (ci-après : le département) est compétent pour la tenue des listes permanentes au sens de l'article 27 et pour l'organisation des commissions consultatives au sens de l'article 52. Il est chargé de l'exécution du présent règlement pour les marchés dont il est l'autorité adjudicatrice.

² Les autorités adjudicatrices, mentionnées à l'annexe 2, adaptent leur procédure de passation des marchés publics, en collaboration avec le département, afin d'assurer le respect du présent règlement.

Art. 52 Commissions consultatives

¹ Les questions de principe que pose l'application du présent règlement sont soumises à des commissions consultatives ad hoc composées de représentants des autorités adjudicatrices et des associations professionnelles reconnues.

² Pour les marchés de construction, la commission consultative est présidée par le chef du département de l'aménagement, de l'équipement et du logement et composée de représentants des associations d'entrepreneurs et des syndicats de travailleurs. Lorsqu'un cas les concerne, les autorités adjudicatrices mentionnées à l'annexe 2 sont représentées au

sein de cette commission.

³ Les commissions fixent elles-mêmes leurs règles d'organisation et de fonctionnement.

Art. 53 Associations professionnelles

¹ Les associations professionnelles concernées participent à l'élaboration des directives pour la mise en oeuvre du présent règlement, notamment pour l'organisation des concours au sens de l'article 18, et à l'établissement et à la tenue des listes permanentes de prestataires qualifiés au sens de l'article 27 du règlement.

² Elles sont également consultées et peuvent intervenir dans le cadre du contrôle du respect par les prestataires des dispositions du présent règlement, tant durant la procédure de passation qu'après l'adjudication.

Art. 54 Clause abrogatoire

Le règlement concernant la mise en soumission et l'adjudication des travaux publics, des travaux en bâtiment et des fournitures qui s'y rapportent par l'Etat de Genève et les corporations et établissements publics cantonaux, du 9 janvier 1985, est abrogé.

Art. 55 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès la publication dans le recueil officiel des lois fédérales de l'adhésion du canton de Genève à l'accord intercantonal sur les marchés publics.

Annexe 1 Marchés de construction

Classification

centrale des produits

No de référence

1. Préparation du terrain et installations de chantier	511
2. Construction de bâtiments	512
3. Construction d'ouvrages de génie civil	513
4. Assemblage et construction d'ouvrages préfabriqués	514
5. Prestations d'entreprises de construction spécialisées	515
6. Pose d'installations	516
7. Second œuvre et finition de bâtiments	517
8. Location ou crédit-bail d'équipements de construction ou de démolition, personnel compris	518

Annexe 2 Autorités adjudicatrices

Les services de l'administration cantonale.

Les fondations et établissements de droit public cantonal, notamment :

- Les Transports publics genevois
- Les Services industriels de Genève
- L'Aéroport international de Genève
- L'Hospice général
- Les Hôpitaux universitaires de Genève
- Les Rentes genevoises
- La Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du canton de Genève
- La Caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et de la prison
- La Caisse de prévoyance du personnel des établissements hospitaliers du canton de Genève
- La Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève et des Services industriels de Genève
- La Fondation de droit public pour la construction et l'exploitation des parcs de stationnement
- La Fondation du centre international de Genève
- La Fondation du Palais des expositions
- La Fondation pour les terrains industriels de Genève
- La Fondation des logements économiques de Genève
- La Fondation des immeubles Familia
- La Fondation Vernier Aviation
- La Fondation Beau-Séjour Hôpital
- La Fondation Bourg-de-Versois
- La Fondation Chêne-Bourg/Thônex
- La Fondation Cité-Jardin Nouvel-Aîre
- La Fondation genevoise de constructions immobilières
- La Fondation d'habitations à bon marché
- La Fondation René et Kate Block
- La Maison de retraite du Petit-Saconnex
- La Fondation pour l'exploitation de pensions pour personnes âgées « La Vespérale »
- La Fondation de l'école de soins infirmiers et de sages-femmes « Le Bon Secours »
- La Fondation de l'institut d'études sociales
- La Fondation officielle de la jeunesse

Les communes genevoises et les fondations et établissements de droit public qui leur sont rattachés.

Annexe 3 Valeurs-seuils (art. 7 AIMP)

Marchés de constructions	9 575 000 F
Marchés de fournitures et de services	383 000 F
Marchés de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports ou des télécommunications	766 000 F

RSG	Intitulé	Date d'adoption	Entrée en vigueur
L 6 05.01	R sur la passation des marchés publics en matière de construction	19.11.1997	09.12.1997
<i>Modifications :</i>			
1. <i>n.t.</i> :	25, 28/1 phr. 1, 28/3, 33/2, 48/2	15.03.2000	23.03.2000
2. <i>n.</i> :	(<i>d.</i> : 3/2 <input type="text"/> 3/3) 3/2	12.05.2004	20.05.2004

Légende: **n.** (nouveau), **n.t.** (nouvelle teneur), **d.** (déplacement), **a.** (abrogation), **d.t.** (disposition transitoire).